

*La lutte contre les délits, une
bataille politique qui ne peut être
reportée*

5 Y 6 DE JULIO

VIII



PLENO DEL
COMITÉ CENTRAL
DEL PARTIDO

8ème Session Plénière du Comité Central du Parti Communiste Cubain

La Havane, 4 juil (RHC) La 8e Session plénière du Comité central du Parti communiste de Cuba, qui se tiendra les 5 et 6 juillet, aura comme l'un des principaux thèmes à l'ordre du jour une analyse critique de la mise en œuvre des actions visant à prévenir et à affronter la corruption, le crime, les illégalités et l'indiscipline sociale, expression de la volonté politique de la direction de la Révolution de les prendre en charge comme une priorité stratégique pour le pays.

Notre commandant en chef Fidel Castro Ruz l'a qualifiée, en 1993, de "bataille politique", essentielle pour maintenir le moral combatif des révolutionnaires, et le général d'armée Raúl Castro Ruz nous a appris

qu'elle ne peut devenir "une campagne de plus, mais un mouvement permanent, dont l'évolution dépendra de la capacité à mobiliser la population et les différents acteurs de chaque communauté, sans exclure personne, avec rigueur et intentionnalité politique".

Fidèle à l'héritage de nos dirigeants historiques, le 8e Congrès du Parti, tenu en avril 2021, a ratifié la nécessité de renforcer le rôle de l'organisation et de ses militants, avec leur participation, leur soutien et leur contrôle dans toutes les actions de prévention et de confrontation des phénomènes et des manifestations qui constituent une menace pour la sécurité nationale. Le parti est appelé à être le porte-drapeau de la lutte contre la corruption, les comportements malhonnêtes, l'abus de pouvoir, le favoritisme et la politique du deux poids deux mesures.

La mise en œuvre et la réalisation d'actions politiques, gouvernementales, préventives, de confrontation, juridiques--opérationnelles, pénales, pénitentiaires et de communication, développées depuis lors, ont permis de contenir certaines des typologies criminelles les plus graves, et ont empêché la création de situations d'urgence sérieuses.

Le ministère de l'Intérieur a continué à renforcer ses systèmes d'intégration ministérielle pour la prévention et la confrontation de la délinquance, des personnes au comportement antisocial ou à risque et de leurs actes, en donnant la priorité à la municipalité, au conseil populaire et à d'autres zones d'intérêt, dans lesquelles sont combinés le potentiel opérationnel, les actions préventives-prophylactiques, les outils technologiques et les manœuvres avec les forces et les ressources de l'institution.

Ceci s'articule avec les mesures adoptées par le Parquet Général de la République et la Cour Suprême du Peuple pour augmenter la rigueur et la sévérité dans le traitement juridique, pénal et pénitentiaire des personnes accusées, inculpées ou punies, spécialement dans les infractions pénales qui causent le plus grand préjudice à la société.

Les tribunaux ont sanctionné 96 % des personnes jugées pour des actes illégaux portant atteinte à la vie, liés à la corruption, à la drogue, à la violence de genre, à l'abattage illégal de bétail et au trafic de sa viande, aux autorités et à la propriété, entre autres.

Les actions du ministère public dans le contrôle de la légalité, et du bureau du contrôleur général dans l'administration correcte et transparente des fonds publics et le contrôle supérieur de la gestion administrative, ont été orientées vers des activités et des secteurs de plus grande importance pour le pays.

Le Parti a renforcé l'attention, le contrôle et l'évaluation permanente de la question à tous les niveaux, et l'a même intégrée comme priorité dans l'évaluation des performances des organisations et de leurs militants. La Ligue des jeunes communistes, les organisations étudiantes, les mouvements de jeunesse, les syndicats, les organisations sociales et de masse ont pris des mesures concrètes pour s'associer et se faire entendre davantage.

Pour sa part, le gouvernement a travaillé à la mise en œuvre et à l'application des directives générales pour la prévention et la lutte contre la criminalité, la corruption, les illégalités et l'indiscipline sociale par les agences, les entités nationales, les gouvernements provinciaux et les conseils d'administration municipaux, en les assortissant de mesures visant à corriger les distorsions et à relancer l'économie.

Cependant, il est nécessaire de poursuivre la lutte pour réduire la criminalité et sa complexité dans certains cas, où l'on peut observer des actes de violence reflétant l'agressivité et l'insouciance, qui sont généralement manipulés ou amplifiés dans des campagnes subversives à travers les réseaux sociaux numériques.



L'une des actions les plus urgentes est la lutte efficace contre les prix abusifs et spéculatifs des biens et des services. Photo : Ricardo López Hevia

Le commandant en chef nous a montré la portée et l'importance stratégique de semer des valeurs pour immuniser les nouvelles générations contre les défis de la mondialisation néolibérale, de la colonisation culturelle et de la guerre économique, commerciale, financière et médiatique. Il a rappelé qu'éduquer, c'est "semer des valeurs, une éthique et des idéaux révolutionnaires", et que "l'éducation est l'arme la plus puissante dont dispose l'homme pour créer la responsabilité, l'éthique, le sens du devoir, la discipline, la solidarité", "sans éducation, il n'y a pas de révolution", a-t-il souligné, et "la révolution ne peut être que la fille de la culture et des idées".

Être cohérent avec son héritage signifie miser sur la formation intégrale des valeurs chez les enfants, les adolescents et les jeunes, ce qui requiert une attention particulière de la part des organismes de formation, des acteurs communautaires, de la société en général et une plus grande exigence de responsabilité de la part des familles, ainsi que la correction des insuffisances et des déviations dans ces processus.

Il est également nécessaire d'effectuer des analyses approfondies et objectives et de proposer des solutions concrètes, globales, systématiques et énergiques dans les conseils de l'administration municipale afin de prévenir et de lutter contre la criminalité, la corruption, l'indiscipline sociale, les illégalités, et de trouver des solutions - sans délai - pour les personnes déconnectées de l'étude et du

travail.

Les actions de communication dans les médias, les organisations et les communautés devraient contribuer plus efficacement au travail de prévention et de prophylaxie, en encourageant une culture de respect de la loi et de coexistence sociale et le rejet des comportements transgressifs, sans sensationnalisme ni superficialité.

Comme l'ont ratifié les principales analyses effectuées par le Bureau politique, le Secrétariat du Comité central du Parti, le Conseil des ministres, l'Assemblée nationale du pouvoir populaire, les visites de contrôle dans les territoires et d'autres événements de leadership, le travail de prévention et de confrontation des institutions administratives doit être approfondi et rendu plus efficace, les fissures dans l'environnement de contrôle doivent être éliminées, et les risques et les faiblesses dans le contrôle des ressources doivent être identifiés à temps et combattus sans hésitation.

L'époque exige un comportement exemplaire et éthique de la part des dirigeants, des fonctionnaires et des autres travailleurs ; des administrations exigeantes, responsables et rigoureuses dans le contrôle et la protection des ressources ; une application ferme des mesures aux responsables directs et collatéraux des problèmes détectés ou connus. Nous avons besoin d'actions globales et coordonnées de prévention et d'assistance sociale dans les communautés ; nous devons accroître la vigilance et la combativité révolutionnaires et le contrôle populaire.

Le Parti a considéré que l'amélioration et le renforcement, à court terme, des mécanismes de contrôle et d'inspection de l'État ne peuvent être reportés, afin de les faire correspondre aux changements profonds découlant de la diversification des acteurs économiques et de la complexité de la situation actuelle du pays. Elle a appelé à une lutte efficace contre la fixation abusive et spéculative des prix des biens et des services. Tout cela contribuera sans aucun doute à la prévention et au maintien d'un climat d'ordre, de légalité et de gouvernabilité, en complément des actions criminelles.

Le premier secrétaire du comité central du parti et président de la République, Miguel Díaz-Canel Bermúdez, nous a invités à "développer une confrontation contre les illégaux, les voyous, les lumpen, les paresseux et les corrompus, en faveur de notre peuple et pour la tranquillité et le développement honnête de notre société".

L'appel porte sur l'unité, la cohésion et la fermeté révolutionnaire dans la défense du bien-être social et des conquêtes sacrées du peuple, telles que la sécurité et la tranquillité des citoyens, consolidées et préservées depuis 65 ans, malgré les agressions permanentes, le blocus génocidaire et les guerres de toutes sortes menées par les gouvernements des États-Unis dans le but de déstabiliser, d'étouffer et de renverser la Révolution.

Le rapport qui sera discuté lors du 8ème Plénum du Comité Central du Parti conclut précisément avec la pensée stratégique du Commandant en Chef, lorsque le 5 janvier 1999, à l'occasion du 40ème anniversaire de la Police Nationale Révolutionnaire, il a déclaré :

"Aujourd'hui, sans abandonner d'autres tâches, sans abandonner absolument aucune tâche révolutionnaire, y compris la défense de la patrie les armes à la main le cas échéant, il y a la tâche fondamentale, d'une énorme transcendance économique et politique, de combattre et de vaincre la criminalité. Vaincre la criminalité ne signifie pas rêver que la criminalité disparaisse du visage de notre société, mais la réduire à cette expression minimale incapable de porter un coup économique sérieux, et aussi un coup politique sérieux, à la Révolution". (Source : Granma)

<https://www.radiohc.cu/fr/noticias/nacionales/359169-la-lutte-contre-les-delits-une-bataille-politique-qui-ne-peut-etre-reportee>



Radio Habana Cuba